

Lundi 20 septembre 2010

# l'étincelle\*

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

*pour la construction d'un parti des*  *travailleurs communiste révolutionnaire*

## Les retraites... et tout le reste !

Le moins qu'on puisse dire, au vu du succès des manifestations du 7 septembre et des préparatifs de la journée du 23, dont la journée du 15, c'est qu'au bout de plus d'un an, l'intox gouvernementale sur les retraites n'a pas fonctionné. Le prétendu argument « démographique » – « nous vivons désormais trop vieux, le déficit des caisses menace... » – fait flop. La retraite de misère, après avoir travaillé plus longtemps et gagné moins, en chaise roulante ou avec les articulations comme le moral bousillés, tout le monde est contre.

Sauf bien entendu les actionnaires du CAC 40, les PDG à parachutes dorés, les dorés sur tranche de la République à la Tapie, les exemptés du fisc à la Bettencourt et toutes les petites mains gouvernementales qui leur servent les plats en échange du financement de leurs campagnes. Ceux-là s'accommodent du chômage massif, du travailler plus pour gagner moins, des suicides au travail, des classes surchargées et des retraites amputées... pour les autres. Pour eux, le robinet de la caisse est toujours ouvert. Aux pauvres d'être solidaires des banques et des gros actionnaires, aux riches d'être rentiers à vie sur le dos des retraités.

Le gouvernement a bien cherché un vieux dérivatif. Un bouc émissaire. C'est tombé sur les Roms, les plus pauvres parmi les pauvres. Mais la crapulerie était trop grosse. Jusqu'à l'Eglise, l'ONU et les instances européennes qui s'émouvent. Les politiciens du PS ayant trouvé le moyen, en l'occurrence, d'être nettement plus timorés que les curés, en se contentant d'expliquer que la politique sécuritaire du gouvernement n'était pas assez efficace ! Démagogie électorale, quand ça les tient ! Et pourtant, selon un sondage Sofres du 13 septembre, ladite « sécurité » serait le dernier souci de la population, après le chômage et l'emploi, les retraites, la qualité des soins, le pouvoir d'achat et l'école... L'ignominie sécuritaire ne fait qu'ajouter au discrédit gouvernemental.

Car la préoccupation de l'heure des salariés, c'est de faire remballer au gouvernement sa réforme des retraites, même votée au parlement.

C'est de faire en sorte que la loi s'incline devant la mobilisation populaire. L'indignation des quelque 3 millions de salariés dans les rues le 7 septembre et des millions d'autres qui les soutenaient, ne se limite d'ailleurs pas à la réforme des retraites. Il y a tout le contexte : le chômage, les licenciements, la précarité, les bas salaires, l'école et les hôpitaux sacrifiés. Mais faire reculer le gouvernement sur les retraites, ce serait le début d'un changement de rapport de force entre les travailleurs et les nantis. Le problème étant de savoir ce qui le fera vraiment reculer.

Les confédérations syndicales nous appellent à une nouvelle manifestation le 23 septembre. Une chose est sûre : une succession de quelques manifestations nationales, même massives mais finissant par s'épuiser (on l'a vu en 2009), ne suffira pas à faire céder le gouvernement. Or manifestement les principales confédérations, qui demandent l'ouverture de « vraies négociations », ne proposent aucun plan de mobilisation sérieux au-delà du 23. Les initiatives devront donc partir d'en bas.

D'ici là, tout ce qui peut renforcer la mobilisation et préparer la suite (rassemblements, départs de grèves...) est bon à prendre. C'est dès maintenant qu'il s'agit de préparer la suite. La montée en puissance des manifestations ne portera ses fruits que si elle débouche sur la multiplication de grèves reconductibles, en un mot sur une grève générale capable de susciter la panique chez nos adversaires.

Le test de la mobilisation du 7 septembre est plus que positif. La meilleure façon de transformer l'essai, ce serait d'être encore plus nombreux en grève le 23 et de ne pas reprendre le travail le 24 septembre. Et que tous ceux qui ne reprennent pas le travail, forts de leur propre détermination, ne restent pas isolés dans leur coin mais s'adressent aux autres salariés, localement et nationalement. C'est ainsi que le ras-le-bol général peut se transformer en une vague de fond sociale changeant totalement la donne.

## Parfix, l'irréductible gaulois

La direction voudrait augmenter la part variable des ETAM au détriment de leur part fixe. L'idée serait d'étendre le système d'individualisation des primes et augmentations des cadres à certains coefficients. L'objectif est à peine caché : réduire les coûts en supprimant les AGS et en augmentant la pression individuelle sur les objectifs.

La baisse de revenu que nous avons subie est majoritairement passée par la diminution de cette part variable (prime d'intéressement 2009 notamment). Pas la peine d'en rajouter.

### Deux poids, deux mesures

Après avoir remboursé par anticipation 1 milliard à l'Etat en expliquant que ses finances allaient mieux, Renault se déclare maintenant prêt à anticiper le remboursement des 2 milliards restants.

Mais pour nous, c'est une autre affaire. Puisqu'en fait cet argent, c'est celui qu'on ne nous a pas donné. Si on veut que la direction nous rembourse ce qu'on a perdu à cause de la suppression des primes et au blocage des salaires en 2009, il va falloir aller le chercher nous mêmes !

## Arrête ton char

Sans doute pour remercier Gérard Leclercq, l'ex-DRH du Groupe Renault, d'avoir mis en place le PRV, le chômage partiel, le blocage des mobilités ou des salaires, Renault vient de le nommer directeur des Fabrications et de la Supply Chain et de lui ouvrir les portes du CEG.

Celui qui n'a cessé de demander aux managers d'être proches de leurs équipes n'en a informé les salariés de la DRH que... par dépêche interne adressé à tous les salariés du Groupe ! Loin des yeux, loin du cœur.

## Sans toit ni loi

Après le bruit, la poussière et les coupures de climatisation, les salariés qui travaillent à Pluton ont eu droit aux vapeurs de bitume et à des gerbes d'étincelles venant du plafond !

Quand est-ce que la direction comprendra qu'on ne peut pas travailler et faire des travaux sur le toit en même temps ?

## De mails en pis

Les mails de plus de 90 jours vont être supprimés. Les serveurs saturent. Pas étonnant avec les avalanches qu'on reçoit !

Et si on s'attaquait aux causes ? Pourquoi une telle inflation de mails ? Moins de travail toujours plus urgent, ça ferait moins de mails.

## Facteur de stress

La Direction des Services à l'Entreprise (DSE) voudrait diviser le nombre de points de distribution du courrier par 5 et passer de 225 à 45 points au TCR. Si le but est de supprimer des postes au service courrier, cela n'entraînera pas forcément moins de travail pour ceux qui resteront. Et ça fera en plus du travail supplémentaire pour chaque service qui devra ramener le courrier en son sein.

On arrose déjà les plantes depuis la réduction des tournées d'entretien. Prochaine étape ?

## Prolétaires de tous les pays...

Renault vient d'inaugurer un centre d'essais à Titu en Roumanie. La direction nous promet qu'Aubevoye et Lardy « demeurent les bases principales d'essai du groupe » ! Elle avait déjà promis qu'il n'était pas question d'importer des Logan en France, ou que les RTx ne supprimeraient pas du travail au TCR...

Renault veut nous mettre en concurrence avec les travailleurs des autres pays. Ne lui donnons pas ce plaisir. Avec les travailleurs de DACIA, Samsung ou d'ailleurs, c'est tous ensemble que nous pousserons salaires, emplois et conditions de travail vers le haut.

## Pire que l'intérim, les emplois PSA

Après avoir supprimé 15 000 emplois ces dernières années, la direction de PSA se vante de vouloir recruter 900 salariés dans ses usines de montage. Sauf qu'elle a inventé pour cela un nouveau type de contrat de travail : le « CDD à temps partiel variable »

Ces nouveaux embauchés le seraient pour un an, à 22 heures par semaine en moyenne annuelle, travaillant exclusivement en nuit et de façon totalement flexible : la semaine pourrait fluctuer de 0 à 40 heures, au gré des besoins de la direction. Seule limite, on ne pourrait pas les faire se déplacer pour moins de 4 heures de travail ! Ca promet pour leur vie, leur santé, et leur salaire...

## Chantage à Continental

Les ouvriers de l'usine Continental de Toulouse ont manifesté le 13 septembre contre le chantage fait par leur direction : il faudrait qu'ils acceptent une baisse de leur revenu, la suppression de 2 jours de RTT et l'augmentation de leur temps de travail. Tout ça contre la promesse du maintien de l'activité sur 5 ans.

Le même chantage avait été fait à Continental Clairoix en 2007. 18 mois plus tard le patron annonçait la fermeture du site ! La preuve que les travailleurs ont tout intérêt à faire front contre des promesses fumeuses de ce genre.